

**Solidaires**



## **Indépendance énergétique et indépendance ... de la recherche publique ?**

Communiqué du syndicat Sud Recherche EPST du lundi 4 juillet 2022

Le 22 juin 2022, le CNRS, l'Université de Lorraine, et Orano, ont annoncé en grande pompe la création d'un laboratoire commun, un LabCom, nouveau diminutif préféré du président du CNRS. Cette structure regroupant deux opérateurs publics de recherche et la société anonyme Orano, héritière d'AREVA, acteur majeur du « marché du nucléaire » international. Ce laboratoire nommé CREGU, basé à Nancy, se veut la « nouvelle interface de recherche sur l'uranium ». L'objectif qui lui est assigné est de « développer des approches et des procédés plus performants pour la découverte et l'exploitation de nouvelles ressources en uranium ».

Alors même que la crise de la COVID a mis en pleine lumière la fragilité de l'expertise publique lorsque les enjeux politiques et financiers dominant, **est-ce bien opportun pour le premier organisme de la recherche publique de s'acoquiner avec une société privée ?** Comme toutes les entreprises, le but premier d' Orano est de réaliser des bénéfices, mais cette entreprise le fait-elle en maîtrisant correctement les « risques industriels » ? Peut-on s'en convaincre lorsqu'on parcourt les alertes de l'autorité de sûreté nucléaire (ASN) sur les nombreux incidents et non-conformités qui ont émaillé la construction des EPR (réacteurs à eau pressurisée de troisième génération) finlandais et normand, dont ceux concernant la soupape de sécurité du pressuriseur, élément clé de la maîtrise des fonctions de sûreté (refroidissement, réactivité, confinement...) dans tous les modèles de réacteur utilisant l'eau comme fluide modérateur ? Ou lorsqu'on se souvient que cette même société a mis à pied sans salaire un de ses salariés qui avait été auditionné par les parlementaires et les avait alerté-e-s sur les dangers de la sous-traitance ?

Qu'il y ait un intérêt pour des équipes du CNRS à imaginer de nouvelles méthodes d'extraction de l'uranium, exploitation qui à l'heure actuelle contamine irrémédiablement des contrées entières en Afrique, après avoir laissé des mines toujours pas réhabilitées en France, ce n'est pas à nous d'en juger. Mais **un tel travail, pour bénéficier à l'intérêt général, demanderait une indépendance totale.** À quoi sert de se lier les mains (et la plume) en s'alliant à un industriel inconditionnel de cette filière énergétique ? À moins que ce ne soit un autre moyen que le gouvernement n'ait trouvé, après le rachat en urgence à Areva de ses actions à des fins de sauvetage, pour injecter toujours plus de fonds publics dans le nucléaire désormais si cher au président de la République. On aimerait voir le même volontarisme en ce qui concerne les énergies renouvelables ... dont le nucléaire ne fait pas partie.

Qu'est-ce qui peut justifier, à cette occasion, que **la direction du CNRS se fasse l'écho des discours de la majorité au pouvoir** en affirmant que « l'augmentation des besoins en électricité, l'indépendance énergétique nationale et la décarbonation de notre mix énergétique sont autant de défis auxquels le nucléaire peut apporter une solution » ? Au nom de quels travaux le CNRS peut-il affirmer aujourd'hui que le nucléaire pourrait apporter l'indépendance énergétique au pays alors que la totalité de l'uranium est importée ? **Car même la presse « grand public » le sait, cette affirmation** communes aux hommes et femmes politiques **ne repose que sur un artifice**, qui considère que la source d'énergie primaire est la chaleur issue des réacteurs et non le combustible qui les alimente ! Comment un organisme de recherche peut-il « valider » une telle entourloupe ? En réalité l'uranium (considéré comme un minerai et non comme un combustible dans la nomenclature internationale) utilisé dans nos centrales nucléaires provient du Niger, du Canada, de l'Australie et du Kazakhstan.

Voilà qui est vraiment affligeant et reflète parfaitement **les ravages de la trop grande proximité entre la recherche publique et les intérêts politiques et financiers**. Les lanceurs et lanceuses d'alerte du CNRS, qui doivent demander poliment la permission de s'exprimer, apprécieront. Les collègues qui travaillent sur les difficultés et dangers du stockage des déchets ont aussi de quoi s'inquiéter de voir leur tutelle se lier ainsi avec un industriel qui verrait d'un mauvais œil toute alerte qui nuirait à ses profits.

**SUD Recherche EPST critique toute action qui nuit à l'indépendance de la recherche et de l'expertise publique**. Lorsqu'en plus l'établissement national de recherche relaye la communication politico-financière sans le moindre esprit critique, la démonstration est faite que la politique du PdG de mettre le CNRS au service des industriels ne peut conduire qu'à la mise sous tutelle de l'expertise scientifique.

***À quand un labcom avec Bayer-Monsanto pour nous expliquer les bienfaits du Roundup, du Régent, du Gaucho, de l'agent orange et autres gaz moutarde ?***

Contact : [contact@sud-recherche.org](mailto:contact@sud-recherche.org)

<https://www.sud-recherche.org/>